



# EDIT DU ROI,

*PORTANT création d'un Lieutenant des Prevosts des Marchands des Villes de Paris & Lyon, & des Maires des Villes & Communautés du Royaume, pour faire en l'absence des Prevosts des Marchands & Maires, les mêmes & semblables fonctions attribuées auxdits Prevosts des Marchands & Maires.*

*ET d'Offices d'Assesseurs dans les Hostels de Villes & Maisons communes, pour y faire leurs fonctions conjointement & avec ceux créés par l'Edit du mois d'Aoust 1692, avec attribution des mêmes privilèges & exemptions qu'aux Pourvus de semblables Offices.*

*Donné à Versailles au mois de May 1702.*

*Registré en Parlement le 16 Juin, en la Chambre des Comptes le 27, & en la Cour des Aydes le 6 Juillet 1702.*

**L** OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous présens & à venir, SALUT.  
Par nostre Edit du mois d'Aoust dernier, Nous avons maintenu & confirmé les Maires & Assesseurs de toutes les Villes de nostre Royaume dans l'hérédité de leurs

A.

Offices, dont Nous leur avons par ce moyen assuré la possession. Et comme en l'absence des Maires, ou autres cas de légitimes empeschemens de leur part, les fonctions de leurs Charges, soit pour l'administration des affaires des Villes & Communautés, Logemens de nos Troupes, & autres affaires concernant nostre service, se trouvent dévoluës à des Consuls ou Echevins, lesquels n'ayant que peu de temps à demeurer dans leur employ, n'y acquierrent jamais les connoissances nécessaires; Nous avons jugé à propos de créer & établir en chacune desdites Villes des Officiers fixes & permanens pour remplir toutes les fonctions desdits Maires en leur absence, même d'augmenter le nombre des Assesseurs créés par nostre Edit du mois d'Aoust 1692.

Création d'un Lieutenant des Prevosts des Marchands des Villes de Paris & de Lyon, & des Maires des Villes & Communautés du Royaume.

A CES CAUSES, & autres à ce Nous mouvans, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons, par le présent Edit perpétuel & irrévocable, créé & érigé, créons & érigeons en titre d'Office formé & héréditaire, un Office de nostre Conseiller-Lieutenant des Prevosts des Marchands de nos Villes de Paris & Lyon, & des Maires des Villes & Communautés de nostre Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de nostre obéissance; pour faire dans lesdites Villes en l'absence ou légitime empêchement desdits Prevosts des Marchands & Maires, les mêmes & semblables fonctions qui appartiennent auxdits Prevosts des Marchands & Maires; même présider en leur absence dans toutes les Assemblées desdits Hostels de Villes, dans lesquels ils auront entrée, rang, séance & voix délibérative, immédiatement après lesdits Prevosts des Marchands & Maires. Et afin que les fonctions desdits Officiers soient réglées de manière qu'il ne puisse leur estre apporté aucun trouble, Nous avons dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, voulons & Nous plaist: Que les Prevosts des Marchands & Maires, & en leur absence lesdits Lieutenans dans toutes les Villes & Communautés de nostre Royaume, Pays,



Terres & Seigneuries de nostre obéissance, fassent les convocations de toutes les Assemblées générales & particulières desdites Villes & Communautés; Qu'ils président auxdites Assemblées, soit qu'elles soient faites pour y traiter des affaires particulières desdites Villes, des adjudications de leurs revenus, impositions de deniers, clôture de Comptes des Administrateurs de biens desdites Communautés, des Courses & Exercices publiques, & en quelque sorte & manière que ce puisse estre. Les Maires, leurs Lieutenans, Echevins; Consuls, Capitouls, nos Procureurs, les Assesseurs & Greffiers desdits Hostels de Villes, seront tenus de s'assembler au moins une fois la semaine pour délibérer & ordonner des affaires municipales; sans que, sous quelque prétexte que ce puisse estre, lesdites Assemblées puissent estre remises d'une semaine à l'autre. Les Assemblées desdites Villes & Communautés seront faites dans celles où il n'y aura point d'Hostel de Ville, en la maison desdits Maires, & en leur absence en celle desdits Lieutenans. Les Fermes des Revenus desdites Villes seront adjudgées au plus offrant & dernier Enchérisseur dans les Assemblées de Ville, où lesdits Maires, & les Lieutenans en leur absence présideront. Les Maires, & en leur absence les Lieutenans, feront les ouvertures des propositions dans toutes les Assemblées, & concluront à la pluralité des voix; & lorsqu'il y aura égalité de suffrages, l'avis duquel le Maire, ou en son absence le Lieutenant, aura esté, prévaudra. Recevront lesdits Maires, ou leurs Lieutenans en leur absence, le serment des Echevins, Consuls, Jurats, Capitouls, & autres Officiers de Ville, des Assesseurs, de nos Procureurs, leurs Substituts, Greffiers, Secrétaires, & tous autres Officiers municipaux, à l'exclusion de tous autres Officiers. Les visites qui seront rendues pour la réception desdits Officiers, seront par eux faites auxdits Lieutenans comme aux Maires; & jouiront lesdits Maires, & leurs Lieutenans en leur absence, des bougies,

Convoqueront les Assemblées-générales & particulières en l'absence desdits Prevosts des Marchands & Maires, & y présideront.

Les Maires, leurs Lieutenans, Echevins, Consuls, Capitouls, les Procureurs du Roy, Assesseurs & Greffiers des Hostels de Ville, s'assembleront au moins une fois la semaine, sans que l'Assemblée puisse estre remise d'une semaine à l'autre.

Recevront en l'absence des Maires le serment des Echevins, Consuls, Jurats, Capitouls, & autres Officiers de Ville.

Seront députez nez aux  
Assemblées des Etats, en  
l'absence des Maires; y au-  
ront même rang, séance &  
voix délibérative, & y joui-  
ront des mêmes honneurs.

sucre, & autres présens que lesdits Officiers ont accoustumé de faire à leur réception. Lesdits Lieutenans des Maires seront députez nez aux Assemblées des Etats, & des Comptes généraux & particuliers de nos Provinces & Pais d'Etats, en l'absence desdits Maires; y auront séance & voix délibérative; & jouiront des mêmes honneurs, droits, profits & émolumens. Faisons expresse inhibitions & défenses aux premiers Echevins, Consuls, Capitouls, Jurats, & tous autres, de prétendre à ladite députation, au préjudice desdits Lieutenans; & aux Membres qui composent lesdites Assemblées, d'y recevoir & admettre d'autres Députez que lesdits Maires, & en leur absence leurs Lieutenans, sous peine de désobéissance; fors & excepté néanmoins celles des Villes & Communautés qui sont en droit de nommer plusieurs Députez auxdites Assemblées, à quoi Nous n'entendons rien innover; à la charge néanmoins que lesdits Lieutenans seront seconds Députez nez auxdits Etats. Jouiront lesdits Lieutenans de tous les droits, vacations, journées, assiettes, & autres profits & émolumens attribuez auxdits seconds Députez, soit qu'ils soient payez par lesdites Villes & Communautés, ou par lesdits Etats. Nos Lettres de Cachet, nos Ordres ou autres Lettres, Paquets adressans aux Maires ou Officiers de Ville, seront ouverts par lesdits Maires, & en leur absence par les Lieutenans, dans une Assemblée qui sera pour cet effet convoquée à l'Hostel de Ville; & ils ne pourront y répondre qu'en conformité de ce qui sera délibéré & arrêté. Les Lieutenans, en l'absence des Maires, allumeront les premiers les feux de joye, & après eux immédiatement lorsqu'ils seront présens. La Revûe des Troupes qui passeront par lesdites Villes & lieux, sera faite par les Maires conjointement avec le Commissaire aux Revûes, & en l'absence du Maire par le Lieutenant; & le Logement sera fait en l'Hostel de Ville, par le Maire ou son Lieutenant, en la maniere ordinaire. Ne seront les Maires,

Ouvriront en l'absence des Maires les Lettres de Cachet, Ordres, & autres Paquets du Roy adressans aux Maires, dans une Assemblée qui sera pour cet effet convoquée en l'Hostel de Ville.

Allumeront les premiers en l'absence des Maires, les feux de joye, & après eux immédiatement lorsqu'ils seront présens.

Feront en l'absence des Maires les Revûes des Troupes avec les Commissaires aux Revûes, & les Logemens, en la maniere ordinaire.

Les Maires ni leurs Lieutenans ne seront responsa-



ni leurs Lieutenans, responsables de la levée des Deniers & Impositions qui seront faites sur lesdites Villes & Communautés, ni inquiétez, pour raison de ce, sous prétexte d'avoir assisté ou présidé esdites Assemblées; mais tiendront la main à ce que le recouvrement s'en fasse promptement: Et en cas de défaut de paiement, les diligences & contraintes seront faites contre les Villes & Communautés, sans pouvoir les exercer personnellement contre lesdits Maires & leurs Lieutenans. Seront les Maires, ou leurs Lieutenans en leur absence, tenus de convoquer les Assemblées qui leur seront demandées à la requisition de nos Procureurs. Jouiront au surplus lesdits Lieutenans des mêmes & semblables prérogatives, prééminences, droits, franchises, libertez, immunités, privilèges & exemptions dont jouissent lesdits Prevosts des Marchands ou Maires, de même que s'ils avoient esté créés par le même Edit, sans aucune exception ni différence; même de la noblesse dans les Villes où elle a esté cy-devant attribuée aux Maires & aux Echevins, Capitouls ou Consuls. Et du même pouvoir & autorité que dessus, Nous avons créé & érigé, créons & érigeons en titres formez & héréditaires, des Offices de nos Conseillers-Asseurs, pour estre établis dans lesdits Hostels de Villes & Maisons communes en nombre suffisant, suivant les Rôles qui en seront arrestez en nostre Conseil; y faire leurs fonctions conjointement & avec ceux créés par nostre Edit du mois d'Aoust 1692, jouir des mêmes privilèges & exemptions dont jouissent les Pourvus de semblables Offices. Voulons que ceux qui seront pourvus desdits Offices d'Asseurs, & ceux qui leur succéderont auxdits Offices, soient élus au moins une fois chacun, suivant l'ordre de leur réception, pour remplir les places des Consuls, Jurats, Capitouls, ou Echevins; & déclarons nulles toutes les élections qui pourroient estre faites à leur préjudice. Avons attribué & attribuons tant auxdits Offices de Lieutenans desdits Prevosts des Mar-

bles de la levée des Deniers & Impositions qui seront faites sur les Villes, sous prétexte d'avoir assisté ou présidé aux Assemblées.

Lesdits Lieutenans convoqueront en l'absence des Maires, les Assemblées qui leur seront demandées à la requisition des Procureurs du Roy.

Jouiront des mêmes prérogatives, prééminences, droits, franchises, libertez, immunités, privilèges & exemptions que lesdits Prevosts des Marchands ou Maires; même de la noblesse dans les Villes où elle a esté cy-devant attribuée aux Maires, Echevins, & Capitouls.

Offices d'Asseurs dans les Hostels de Ville & Maisons communes.

Lesdits Asseurs seront élus au moins une fois chacun selon l'ordre de leur réception, pour estre Consuls, Jurats, Capitouls ou Echevins.

Gages au denier vingt.

Lesdits Lieutenans & Assesseurs seront reçus par les Prevosts des Marchands & Maires des lieux de leur établissement.

Les Villes & Communautés qui ont cy-devant racheté les Offices de Maires & d'Assesseurs, pourront pendant trois mois, à compter du jour de l'enregistrement du présent Edit, réunir pareillement lesdits Offices de Lieutenans & d'Assesseurs; & ledit temps passé, elles en seront déchues, sans pouvoir estre reçues à rembourser les Pourvûs desdits Offices.

Ceux qui emprunteront des deniers pour l'achat desdits Offices, pourront les affecter & hypothéquer pour sûreté desdits emprunts, sans qu'il soit besoin d'en faire mention dans les Quittances de finance.

chands & Maires, qu'auxdits Assesseurs, des gages à raison du denier vingt de leur finance, qui leur seront payez sur le revenant bon des Octrois & deniers patrimoniaux des Villes & Communautés; & où il ne se trouveroit pas de fonds suffisans, lesdits gages seront employez dans les Etats de nos Finances, pour leur estre payez sur leurs simples Quittances, en la maniere ordinaire. Voulons que les Pourvûs desdits Offices de nos Conseillers-Lieutenans des Prevosts des Marchands & Maires, & de Conseillers-Assesseurs créez par nostre présent Edit, soient reçus pardevant les Prevosts des Marchands, ou les Maires des lieux de leur établissement; auxquels, chacun en droit soy, Nous enjoignons d'y procéder incontinent & sans délai, aussi-tost qu'il leur sera apparu de nos Lettres de Provisions. Permettrons aux Villes & Communautés qui ont cy-devant racheté les Offices de Maires & d'Assesseurs, de réunir pareillement ceux de Lieutenant & d'Assesseurs créez par le présent Edit; ce qu'elles feront tenuës de faire dans trois mois, à compter du jour de l'enregistrement du présent Edit, faute de quoy faire dans ledit temps, elles en demeureront déchues, sans que, pour quelque cause que ce soit, elles puissent estre reçues à rembourser les Pourvûs desdits Offices. Pourront les Particuliers qui voudront acquérir les Offices créez par le présent Edit, emprunter les sommes dont ils auront besoin pour les acquérir, & les affecter & hypothéquer pour sûreté desdits emprunts, sans qu'il soit besoin d'en faire mention dans les Quittances de finance. Jouïront lesdits Acquéreurs de l'hérédité desdits Offices, & des droits, privilèges & exemptions y attribuez, sans que, pour raison de ce, ils puissent estre tenus de payer aucun supplément de finance, confirmation d'hérédité, ni autrement, sous quelque cause, & pour quelque prétexte que ce puisse estre. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aydes à



Paris, que le présent Edit ils fassent lire, publier & registrer, & le contenu en iceluy garder & observer de point en point selon la forme & teneur, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit, nonobstant tous Edits, Déclarations, & autres choses à ce contraires, auxquels Nous avons dérogé & dérogeons par le présent Edit; aux copies duquel, collationnées par l'un de nos amez & féaux Conseillers & Secrétaires, voulons que foy soit ajoutée comme à l'original: CAR tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous y avons fait mettre notre scel. DONNÉ à Versailles au mois de May, l'an de grace mil sept cens deux, & de nostre Regne le soixantième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX. Visa, PHELYPEAUX. Vû au Conseil, CHAMILLART. Et scellé du grand Sceau de cire verte, en lacs de foye rouge & verte.

*Registrées, oüy & ce requérant le Procureur Général du Roy, pour estre exécutées selon leur forme & teneur; & copies collationnées envoyées aux Bailliages, Sénéchaussées & Sièges du Ressort, pour y estre lûes, publiées & registrées: Enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roy, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris, en Parlement, le seizième Juin mil sept cens deux. Signé, DONGOIS.*

*Registrées en la Chambre des Comptes, oüy & ce requérant le Procureur Général du Roy, pour estre exécutées selon leur forme & teneur. Les Bureaux assemblez, le vingt-septième Juin mil sept cens deux. Signé, RICHER.*

*Registrées en la Cour des Aydes, oüy & ce requérant le Procureur Général du Roy, pour estre exécutées selon leur forme & teneur, & ordonné que copies collationnées en seront incessamment envoyées es Sièges des Elections & Greniers à Sel*

du Ressort de ladite Cour , pour y estre lûes , publiées & registrées , l'Audience tenant : Enjoint aux Substituts dudit Procureur Général , d'y tenir la main , & de certifier la Cour de leurs diligences au mois. A Paris, les Chambres assemblées, le sixième Juillet mil sept cens deux. Signé, ROBERT.